

Province du Luxembourg

Arrondissement de  
Marche-en-Famenne

Commune  
de  
**MANHAY**

6960

## EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL, SIÉGEANT EN SÉANCE PUBLIQUE

Séance du 7 novembre 2023

### Présents :

Monsieur Geoffrey HUET, Bourgmestre;  
Madame Anne MOTTET, Monsieur Patrick LOOS, Monsieur Jean Claude HUET,  
Échevins;  
Monsieur Pascal DAULNE, Monsieur Benoît LESENFANTS, Madame Élodie BECHOUX,  
Madame Anne FAGNANT, Monsieur Jérôme VOZ, Monsieur Alain LIBAR, Conseillers;  
Madame Laetitia LESENFANTS, Présidente du CPAS;  
Madame Stéphanie MOHY, Directrice Générale;

### Excusés :

Monsieur Robert WUIDAR, Madame Françoise CORNET, Monsieur Jérôme TASSIGNY,  
Conseillers;

Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 170 §4 ;  
Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;  
Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, les articles L1122-30 et L3321-1 à 12 ;  
Vu la nouvelle loi communale, en son article 135 § 2 ;  
Vu le Code wallon de l'action sociale et de la santé ;  
Vu le décret du 09 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique ;  
Vu le Plan Wallon Déchets Ressources (PWD-R) du Gouvernement wallon du 22 mars 2018 ;  
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 05 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents et notamment les articles 7 et 10 ;  
Vu les dispositions légales et règlementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales ;  
Vu le règlement communal concernant la gestion des déchets du 13/11/2008 ;  
Vu la circulaire budgétaire du 20 juillet 2023 relative à l'élaboration des budgets des Communes de la Région Wallonne pour l'année 2024 ;  
Considérant qu'en vertu de l'article 61 du décret du 09 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique, la commune se doit de répercuter directement les coûts de gestion des déchets résultant de l'activité usuelle des ménages sur les usagers, à concurrence de 95 % minimum et de 110 % maximum des coûts à charge de la commune ;  
Considérant le tableau prévisionnel de l'OWD constituant une annexe obligatoire au présent règlement duquel il ressort que le taux de couverture du coût de la gestion des déchets ménagers atteint 96% pour l'exercice 2024 ;  
Considérant que ce taux de 96% a été approuvé par le Conseil communal en séance du 07 novembre 2023 ;  
Considérant que l'article 59, §1er, alinéa 2 du décret précité du 09 mars 2023 précise également que les communes prévoient des mesures tenant compte de la situation sociale des bénéficiaires du service public de gestion des déchets ménagers ;  
Considérant que le prix mensuel de l'hébergement dans un home, maison de repos, résidences services, centres de jour et de nuit, hôpital ou clinique comprend déjà l'évacuation des déchets des pensionnaires ;  
Considérant que le recensement des situations imposables est effectué au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice afin d'éviter des conséquences financières néfastes aux redevables quittant la commune dans le courant de l'exercice d'imposition ;  
Considérant qu'il y a lieu de tenir compte du fait qu'il n'y a qu'un seul point de collecte par camping pour les seconds résidents en camping, contrairement aux autres seconds résidents ;  
Considérant que la Commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;

Objet : Taxe communale sur la collecte et le traitement des déchets dans le cadre du service ordinaire de collecte - Exercice 2024

Province du Luxembourg

Arrondissement de  
Marche-en-Famenne

Commune  
de  
**MANHAY**

6960

Objet : Taxe communale sur la  
collecte et le traitement des  
déchets dans le cadre du  
service ordinaire de collecte -  
Exercice 2024

Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du **24/10/2023** ;

Considérant l'avis Positif du Directeur financier remis en date du 27/10/2023 ;

Entendu la présentation du dossier par le Bourgmestre Monsieur HUET ;  
Sur proposition du Collège communal ;  
Après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

#### **Article 1 – Principe**

Il est établi au profit de la Commune, pour l'exercice 2024, une taxe annuelle sur l'enlèvement et la gestion des déchets ménagers résultant de l'activité usuelle des ménages et des déchets y assimilés. Cette taxe est constituée d'une partie forfaitaire (terme A - voir article 5) et d'une partie variable (terme B - voir article 6).

Sont visés l'enlèvement des déchets ménagers et des déchets ménagers assimilés au sens du règlement communal concernant la gestion des déchets du 13/11/2008, ainsi que les services de gestion des déchets résultant de l'activité usuelle des ménages spécifiquement collectés par la Commune.

#### **Article 2 – Définitions**

2.1. Par « usager », on entend le producteur de déchets bénéficiaire du service de gestion des déchets rendu par la commune.

2.2. Par « ménage », on entend un usager vivant seul ou la réunion de plusieurs usagers ayant une vie commune en un même logement, en ce compris les seconds résidents.

2.3. Par « second résident », on entend un ménage qui, pouvant occuper un logement sur le territoire de la Commune, n'est pas inscrit pour ce logement au Registre de la Population ou au Registre des Etrangers.

2.4. Par « conteneur » au sens du présent Règlement, on entend tout récipient de collecte rigide, d'un volume de 140, 240, 360 ou 770 litres, destiné à recevoir des déchets non ménagers.

#### **Article 3 – Redevables**

§1. La taxe est due par le chef de ménage et solidairement par tous les membres du ménage qui, au cours de l'exercice d'imposition, est inscrit au Registre de la Population ou au Registre des Etrangers conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté royal du 16 juillet 1992.

§2. La taxe est aussi due par tout ménage second résident recensé comme tel, au cours de l'exercice d'imposition, y compris les seconds résidents des caravanes hors camping et les seconds résidents qui ont leur seconde résidence en camping.

§3. La taxe est également due par toute personne physique ou morale, ou solidairement par les membres de toute association de fait, adhérent ou non au service de collecte communal, exerçant sur le territoire de la commune, au cours de l'exercice d'imposition, une activité lucrative de quelque nature qu'elle soit et non-repris en qualité de chef de ménage pour le même immeuble ou partie du même immeuble. Lorsqu'un redevable visé à cet aliéna exerce une activité dans un lieu qu'il occupe également à titre de résidence, le montant forfaitaire de la taxe appliquée sera celui d'un redevable repris au point A.1. de l'Article 5.

#### **Article 4 – Exemptions**

§1. La taxe n'est pas applicable aux ménages séjournant toute l'année dans un home, maison de repos, résidences services, centres de jour et de nuit, hôpital ou clinique sur production d'une attestation de l'institution.

§2 La taxe n'est pas applicable à l'Etat, à la Communauté française, à la Région, aux Provinces, aux Communes, aux établissements d'utilité publique. Toutefois, cette exonération ne s'étend pas aux parties d'immeubles, occupées à titre privé et pour leur usage personnel, par les préposés de l'Etat, de la Communauté française, de la Région, des Provinces, des Communes et des établissements scolaires.

§3. La taxe annuelle forfaitaire (terme A) ainsi que la partie variable liée à l'utilisation de conteneur (terme B.6.2/) ne sont pas dues par les contribuables s'enregistrant auprès de la commune après le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

#### **Article 5 – Terme A : Taux de taxation de la partie forfaitaire de la taxe :**

Elle est due, en sa totalité, pour toutes les catégories de redevables, au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition et est fixée à :

A.1. Pour les redevables visés à l'article 3 §1 : un forfait annuel de :

- 89 € pour les ménages d'une personne ;

- 162€ pour les ménages de deux personnes ;

Province du Luxembourg

Arrondissement de  
Marche-en-Famenne

Commune  
de  
**MANHAY**

6960

Objet : Taxe communale sur la  
collecte et le traitement des  
déchets dans le cadre du  
service ordinaire de collecte -  
Exercice 2024

- 182€ pour les ménages de trois personnes ;
- 204€ pour les ménages de quatre personnes ;
- 214€ pour les ménages de cinq personnes et plus.

A.2. Pour les redevables visés à l'article 3 §2 : un forfait annuel de 235,40€. Pour les redevables dans un camping agréé et hors camping agréé : 176,00€.

A.3. Pour les redevables visés à l'article 3 §3, à l'exclusion des redevables visés au point A.4. et A.5. ci-dessous : un forfait annuel de :

- 204€ lorsque le responsable de l'activité n'est pas repris au rôle en qualité de chef de ménage pour le même immeuble ou partie du même immeuble.

A.4 Pour les établissements d'hébergement touristique, adhérents ou non au service ordinaire de collecte un forfait annuel de :

- 46€ par emplacement de camping non occupé par une seconde résidence et/ou "de passage" ;

- 31€ par chambre d'établissement hôtelier ;

- 228€ par chambre d'autre établissement d'hébergement touristique tel que gîte, chambre d'hôtes, maison d'hôtes, meublé de vacances, etc., d'une capacité de 1 à 10 personnes ;

- 456€ par chambre d'autre établissement d'hébergement touristique tel que gîte, chambre d'hôtes, maison d'hôtes, meublé de vacances, etc., d'une capacité de plus de 10 personnes.

A.5. Pour les propriétaires de terrain et/ou bâtiment mis en location pour les camps des mouvements de jeunesse :

- 46€ par camp.

A.6. Le contribuable qui prouvera que pour l'avant-dernière année de l'exercice fiscal en cours, les revenus du ménage et/ou les allocations sociales (excepté les allocations familiales) ont été inférieurs ou égaux à 9.525€, obtiendra à sa demande le remboursement de 10€ (ménage d'une personne) ou 20€ (ménage de plusieurs personnes).

En conséquence, le tableau récapitulatif des différents taux applicables s'établit comme suit :

LIBELLE	2024
<b>A.1 Redevables visés à l'article 3§1</b>	
Ménage d'une personne	89€
Ménage de deux personnes	162€
Ménage de trois personnes	182€
Ménage de quatre personnes	204€
Ménage de cinq personnes et plus	214€
<b>A.2 Redevables visés à l'article 3§2</b>	235,40€
Redevables seconds résidents dans un camping agréé et hors camping agréé	176€
<b>A.3 Redevables visés à l'article 3§3, à l'exclusion des redevables visés au point A.4. et A.5.</b>	
- activité à une autre adresse que le ménage	204€
<b>A.4 Etablissement d'hébergement touristique.</b>	
Emplacement de camping non occupé par une seconde résidence et/ou "de passage"	46€
Chambre d'établissement hôtelier	31€
Chambre d'autre établissement d'hébergement touristique (capacité de 1 à 10 personnes)	228€
Chambre d'autre établissement d'hébergement touristique (capacité de plus de 10 personnes)	456€
<b>A.5 Propriétaires de terrains et/ou bâtiment mis en location pour des camps de jeunes.</b>	46€

**Article 6 – Terme B : Partie variable en fonction de la quantité de déchets produite :**

B.1. Il sera fait usage uniquement :

1/ De sacs poubelles réglementaires et reconnus par la Commune, à savoir :

- a. fraction organique des déchets ;
- b. Sacs plastiques communaux d'une contenance de 60 litres pour la fraction résiduelle des déchets.

Province du Luxembourg

Arrondissement de  
Marche-en-Famenne

Commune  
de  
**MANHAY**

6960

Objet : Taxe communale sur la  
collecte et le traitement des  
déchets dans le cadre du  
service ordinaire de collecte -  
Exercice 2024

2/ De conteneurs conformes pour les producteurs pouvant adhérer à la conteneurisation communale.

B.2. Les redevables ci-après recevront gratuitement un nombre de sacs de chaque type (fraction organique, fraction résiduelle et PMC) fixé comme suit :

Pour la catégorie A 1.

- Ménages constitués d'une seule personne : 20 sacs biodégradables + 10 sacs "fraction résiduelle" + 1 rouleau de 20 sacs PMC ;

- Ménages constitués de 2 à 4 personnes : 30 sacs biodégradables + 30 sacs "fraction résiduelle" + 2 rouleaux de 20 sacs PMC ;

- Pour les ménages constitués de 5 personnes et plus : 40 sacs biodégradables + 40 sacs "fraction résiduelle" + 3 rouleaux de 20 sacs PMC.

Pour la catégorie A 2.

- Par ménage en seconde résidence (y compris seconde résidence établie dans camping agréé) et caravane hors camping agréé : 20 sacs biodégradables + 10 sacs "fraction résiduelle" + 1 rouleau de 20 sacs PMC.

B.3. Les gardiennes d'enfants à domicile dépendant d'un service d'encadrement, domiciliées dans la Commune, disposeront gratuitement de 80 sacs "fraction résiduelle".

B.4. Les personnes incontinentes domiciliées sur la Commune, retireront un nombre de 20 sacs gratuits « fraction résiduelle » auprès de l'administration communale. Ce nombre de sacs leur sera délivré la première fois, lors de la remise d'un certificat médical indiquant qu'ils ont droit à l'attribution du forfait « incontinence » prévu dans la législation, et par la suite, à la date anniversaire de cette première attribution.

B.5. Les ménages dont le(s) membre(s) est (sont) âgé(s) de 0 à 2 ans et demi recevront 30 sacs "fraction résiduelle" supplémentaires par enfant âgé de 0 à 2 ans et demi.

B.6. Il n'y a pas de distribution gratuite de sacs pour les redevables repris à l'article 5. A.4.

B.7. Taux de taxation

1/ Les redevables ayant épuisés les sacs gratuits peuvent acheter :

- les sacs « fraction résiduelle » par rouleau de 10 sacs de 60 L, au prix de 1€ par sac ;

- les sacs « biodégradables » par rouleau de 10 sacs de 20 L, au prix de 1€ par sac ;

- les sacs « PMC » par rouleau de 20 sacs, au prix de 3€ par rouleau.

2/ Pour les producteurs de déchets adhérant à la conteneurisation communale, la taxe annuelle est due au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition et est fixée comme suit (sans distribution de sacs communaux à titre gratuit) :

- conteneur de 140 L pour la matière organique et/ou résiduelle : 244,00€ pour 52 passages annuels par conteneur ;

- conteneur de 240 L pour la fraction résiduelle : 318,00€ pour 52 passages annuels par conteneur ;

- conteneur de 360 L pour la fraction résiduelle : 435,00€ pour 52 passages annuels par conteneur ;

- conteneur de 770 L pour la fraction résiduelle : 742,00€ pour 52 passages annuels par conteneur ;

- conteneur de 140 L pour la matière organique et/ou résiduelle : 254,00€ pour 60 passages annuels par conteneur ;

- conteneur de 240 L pour la fraction résiduelle : 350,00€ pour 60 passages annuels par conteneur ;

- conteneur de 360 L pour la fraction résiduelle : 477,00€ pour 60 passages annuels par conteneur ;

- conteneur de 770 L pour la fraction résiduelle : 827,00€ pour 60 passages annuels par conteneur.

**Article 7 – Perception**

La partie forfaitaire de la taxe (Terme A) ainsi que la partie variable liée à l'utilisation de conteneurs (Terme B.6.2/) seront perçues par voie de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

La partie variable liée à la quantité de sacs utilisés (Terme B.6.1/) est payable au comptant, au moment de l'achat des sacs contre remise d'une preuve de paiement. A défaut de paiement au comptant, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible.

En cas de non-paiement de la taxe à l'échéance, conformément à l'article L3321-8bis du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable.

Province du Luxembourg

Arrondissement de  
Marche-en-Famenne

Commune  
de

**MANHAY**

6960

Objet : Taxe communale sur la  
collecte et le traitement des  
déchets dans le cadre du  
service ordinaire de collecte -  
Exercice 2024

Cette sommation de payer se fera par courrier recommandé et les frais postaux de cet envoi seront à charge du redevable. Ces frais seront recouverts de la même manière que la taxe à laquelle ils se rapportent.

**Article 8**

Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

**Article 9**

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : commune de Manhay ;
- finalité(s) du(des) traitement(s) : établissement et recouvrement de la redevance ;
- catégorie(s) de données : données d'identification, données financières, ... ;
- durée de conservation : la commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : recensement par l'administration ;
- communications des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur les revenus, ou à des sous-traitants du responsable de traitement

**Article 10**

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.

**Article 11**

Le présent règlement entrera en vigueur au jour de sa publication, conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Ainsi fait en séance à Manhay, date que dessus,

Par le Conseil :

La Directrice Générale,  
STÉPHANIE MOHY

Le Bourgmestre,  
GEOFFREY HUET

Pour extrait conforme,  
La Directrice Générale  
STÉPHANIE MOHY

Le Bourgmestre  
GEOFFREY HUET